



**Les syndicats de l'enseignement
se mobilisent en faveur
de la durabilité environnementale**
Séminaire en ligne, 31 mars 2022

RAPPORT

Introduction

Le séminaire [Les syndicats de l'enseignement se mobilisent en faveur de la durabilité environnementale](#) s'est déroulé en ligne le 31 mars 2022.

À la lumière de la [Recommandation du Conseil sur l'apprentissage au service de la durabilité environnementale](#), proposée par la Commission européenne en janvier 2022, et du nouveau [Cadre de compétences européen en matière de durabilité](#), préparé par le Centre commun de recherche, qui recense les compétences nécessaires à la transition écologique, la formation à la durabilité environnementale occupe désormais une place particulièrement importante dans les politiques nationales et européennes pour l'éducation. Enseignant-e-s, universitaires et personnels de l'éducation jouent un rôle central dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de l'éducation à la durabilité environnementale, ainsi que dans la définition de référents progressistes et informés. En conséquence, les syndicats de l'enseignement manifestent un intérêt croissant pour cette thématique et aspirent à renforcer les capacités et les connaissances de leurs membres dans le domaine de la durabilité environnementale et du développement durable.

Dans le cadre de sa résolution « [Pour un avenir durable en Europe : le rôle des syndicats européens de l'enseignement dans les enjeux éducatifs et environnementaux pour le changement social](#) », le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) organise cet événement en vue d'offrir aux syndicats de l'enseignement un espace de discussion leur permettant d'examiner les différentes approches destinées à promouvoir la thématique de la durabilité environnementale dans leur programme syndical et d'engager le débat avec leurs membres, de les préparer et de les aider à enseigner le développement durable, tout en montrant l'exemple. Au cours de ce séminaire d'une journée, les participant-e-s auront l'occasion de partager les initiatives de leurs syndicats visant à sensibiliser leurs membres à la question de la durabilité environnementale, de discuter des différentes problématiques rencontrées dans ce cadre et d'échanger les bonnes pratiques et les outils éventuels.



Larry Flanagan

Président du CSEE

Après avoir déclaré la réunion ouverte, le président du CSEE, Larry Flanagan, a souhaité la bienvenue aux participant-e-s, en soulignant l'importance de la question de la durabilité environnementale pour la société, en particulier dans un monde frappé par une pandémie et la guerre en Ukraine. Il a notamment insisté sur la pertinence pour les syndicats de l'enseignement d'aborder cette question, dans la mesure où les enseignant-e-s, les universitaires et les personnels de l'éducation doivent jouer un rôle central dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de l'éducation à la durabilité environnementale, ainsi que pour définir des référents progressistes et informés. Il a souligné que le CSEE s'engageait à poursuivre ses travaux en lien avec la durabilité environnementale et à aider ses organisations membres à aborder cette question cruciale dans le cadre de leur programme.



Ekaterina Efimenko

Coordinatrice, CSEE

Ekaterina Efimenko, coordinatrice pour les conditions de travail, les droits humains, l'égalité et l'environnement (CSEE), a présenté l'introduction au thème « Syndicats de l'enseignement et durabilité environnementale ». L'urgence climatique et les questions environnementales appellent une transformation radicale de nos sociétés, notamment un changement individuel et collectif de nos mentalités, comportements et modes de vie, ce qui rend la thématique de la durabilité environnementale d'autant plus complexe à aborder pour les syndicats de l'enseignement. Pour ces derniers, traiter cette question ne signifie pas uniquement préparer leurs affiliés à enseigner ce que représente l'environnement ou les soutenir pour faire face aux conséquences des changements climatiques et des mesures d'atténuation sur leurs conditions de travail. Il s'agit également d'une thématique personnelle les impliquant en tant qu'individus dont l'attitude doit être exemplaire.

Les formes d'engagement en faveur de la durabilité environnementale varient considérablement d'un syndicat européen de l'enseignement à l'autre¹. Plusieurs d'entre eux abordent déjà cette question dans le cadre de la négociation collective, en prévoyant notamment des clauses spécifiques dans les conventions collectives et des mesures environnementales dans leurs politiques syndicales, tandis que d'autres tiennent compte de l'intérêt manifesté pour cette question par certain-e-s de leurs membres, mais ont d'autres priorités inscrites à leurs programmes. Certains syndicats s'attachent à fournir du matériel et des lignes directrices pour aider leurs membres à enseigner la durabilité environnementale, alors que d'autres se limitent à analyser les conséquences de l'urgence climatique et des mesures d'atténuation sur leurs conditions de travail (ex. pourcentage de CO2 dans les classes, vagues de chaleur, etc.). Les syndicats de l'enseignement estiment que les principaux obstacles à la mobilisation pour la durabilité environnementale sont le manque de ressources humaines et financières, le manque de communication intersectorielle concernant les priorités pour la durabilité environnementale et le changement climatique, ainsi que la controverse entourant le recours à l'action syndicale pour faire face à l'urgence climatique (ex. participation aux manifestations estudiantines). D'autre part, les syndicats de l'enseignement sont nombreux à ne pas disposer de données suffisantes concernant les points de vue de leurs affiliés et leurs besoins pour aborder la question de la durabilité environnementale.

¹ Pour d'autres exemples, voir le [rapport](#) de la conférence de lancement du projet du CSEE « L'éducation pour le changement social : le rôle des syndicats de l'enseignement dans le domaine du développement environnemental durable ».

1. Identifier les besoins : connaître les points de vue et les besoins des organisations membres du CSEE concernant la durabilité environnementale



Betty Jean dit Teyssier
SNUipp, France

Betty Jean dit Teyssier (SNUipp, France) a présenté le travail de son syndicat pour la mise en œuvre du mandat en matière de responsabilité sociale qu'il partage avec la fédération syndicale FSU. Elle a expliqué que son syndicat organisait des conférences locales dans chaque district, au cours desquelles sont examinés les besoins et intérêts des membres concernant la durabilité environnementale. En particulier, le SNUipp estime urgent de préparer les enseignant-e-s à intégrer cette thématique dans le cadre de leur travail, mais également dans leurs activités quotidiennes et habitudes de consommation. Mme Teyssier a insisté sur le fait que la formation des enseignant-e-s ne tenait pas compte du lien entre la situation socio-économique et la situation environnementale. Autre problème crucial pour les membres du SNUipp, les classes des établissements scolaires ne sont pas suffisamment ventilées et les infrastructures ne sont pas respectueuses de l'environnement. Enfin, le SNUipp veille essentiellement à ce que son personnel et ses membres prennent conscience de leur empreinte, de l'utilisation du papier et des formes alternatives de transport.

Au cours de la discussion plénière, les participant-e-s ont examiné différentes approches pour identifier les points de vue et besoins des membres concernant la durabilité environnementale, ainsi que les défis rencontrés par les syndicats de l'enseignement pour intégrer cette thématique à leur programme syndical. Les principaux points soulignés sont les suivants :

- Au niveau de l'enseignement supérieur, il s'avère utile de coopérer avec les clubs d'étudiant-e-s pour recueillir des informations concernant les besoins en lien avec la durabilité environnementale et de mettre la recherche à contribution pour organiser la formation des enseignant-e-s, des universitaires et des personnels de l'éducation dans ce domaine.
- Une des difficultés pour aborder la durabilité environnementale dans le cadre de l'enseignement est l'inégalité entre écoles publiques et privées.
- Certains syndicats profitent des conférences et congrès intersectoriels ou confédéraux pour discuter des besoins et points de vue de leurs membres concernant la durabilité environnementale (ex. FENPROF/Portugal), tandis que d'autres mènent des enquêtes auprès de leurs membres à ce sujet (ex. DLF/Danemark) et mettent en place des groupes de travail spécifiques chargés d'étudier régulièrement la question (ex. STES/Espagne).

- Les besoins et obstacles les plus souvent mentionnés par les membres des syndicats de l'enseignement concernant la durabilité environnementale sont la formation professionnelle initiale et continue centrée sur cette thématique, les approches méthodologiques pour notamment impliquer tou-te-s les étudiant-e-s, de même que les conditions de travail et l'infrastructure des établissements scolaires.
- Plusieurs risques existent lorsqu'il s'agit d'aborder la durabilité environnementale : l'absence d'actions concrètes (« se perdre en discours »), les personnels de l'éducation livrés à eux-mêmes pour enseigner la durabilité environnementale et l'éducation laissée seule pour contribuer à un avenir meilleur.
- Un des défis à relever par les syndicats de l'enseignement est de pallier le manque de communication à ce sujet entre les syndicats de l'enseignement et les autorités éducatives qui, souvent, estiment que l'enseignement de la durabilité environnementale n'est pas une question cruciale à examiner.
- Il peut sembler difficile d'intégrer la thématique de la durabilité environnementale au programme classique des syndicats de l'enseignement dans les pays où ce dernier est relativement rigide et uniquement centré sur les droits des travailleur-euse-s et leurs conditions de travail. Dans un tel cas, il convient d'adopter une approche d'amont en aval et de trouver les liens entre le programme syndical classique et la thématique en question.
- Il est essentiel d'augmenter le financement public si l'on souhaite intégrer l'éducation à la durabilité environnementale aux programmes d'études nationaux. Toutefois, dans bon nombre de pays, les fonds sont insuffisants et la pénurie d'enseignant-e-s demeure un problème récurrent.
- Souvent, les étudiant-e-s sont plus engagé-e-s vis-à-vis de cette question que le personnel de l'éducation. Il pourrait donc être intéressant de développer une approche commune avec les étudiant-e-s concernant cette thématique.

2. Aborder différents points de vue: examiner la question de la durabilité environnementale avec les membres des syndicats de l'enseignement



Jean-Luc Barbery
ACOD- Onderwijs, Belgique

Jean-Luc Barbery (ACOD Onderwijs/Belgique) a ouvert le deuxième débat en plénière, visant à examiner les différents points de vue des syndicats sur la durabilité environnementale, et a présenté l'expérience de son syndicat. L'ACOD a créé un groupe de travail, au sein duquel les affilié-e-s peuvent se réunir régulièrement pour discuter des approches du syndicat concernant la durabilité environnementale. Il a, en particulier, soulevé la question de savoir si les syndicats devaient participer aux grèves des étudiant-e-s pour le climat et, si oui, comment ne pas risquer de

se réapproprient leurs actions. Jean-Luc Barbéry a expliqué que, en Belgique, certain-e-s enseignant-e-s emmènent l'ensemble de leurs classes aux manifestations pour le climat dans le cadre de leur enseignement à la durabilité environnementale, mais que cette initiative est parfois contestée par les familles ou les élèves qui défendent un autre point de vue à ce sujet. Il a ensuite mis le doigt sur la question de l'inégalité, dans la mesure où les étudiant-e-s doivent payer leur transport vers Bruxelles pour participer aux manifestations pour le climat. Il a également souligné que les syndicats devaient tenir compte de tous les points de vue de leurs membres concernant la durabilité environnementale et le changement climatique, et rester ouverts d'esprit lorsqu'il s'agit de questions sensibles, en partageant des informations et des connaissances, plutôt qu'en imposant une approche centralisée. Jean-Luc Barbéry a également souligné que, pour l'ACOD, les questions de santé et de sécurité liées au changement climatique (y compris, par exemple, le remboursement des transports publics ou une indemnité vélo) sont des sujets importants à traiter.

La discussion suivante, examinant les différents points de vue des syndicats concernant la durabilité environnementale au sein de l'éducation, était centrée sur les points suivants :

- L'opposition entre ceux et celles qui croient ou ne croient pas au changement climatique et aux problèmes environnementaux et la question de savoir si les syndicats de l'enseignement doivent s'y intéresser. Il a été souligné que, souvent, la proposition de travailler sur la durabilité environnementale vient de la direction des syndicats, les affilié-e-s jugeant cette question moins importante, voire complexe et hors de portée.
- Certains syndicats abordent la thématique de la durabilité environnementale dans le cadre de la prise en charge des coûts de la transition environnementale. Qui paie ? Les intérêts des travailleurs sont-ils menacés ?
- Les participant-e-s mettent en avant l'importance des partenariats locaux et des campagnes pour sensibiliser les membres des syndicats aux questions de durabilité environnementale et l'importance de les mettre en lien avec la transition numérique et les processus démocratiques.
- Les syndicats de l'enseignement jouent le rôle de facilitateurs offrant un espace de discussion aux différents acteurs de l'éducation.
- Plusieurs façons de faire le lien entre le thème de la durabilité environnementale et les questions traditionnelles traitées par les syndicats de l'enseignement : infrastructures scolaires et problèmes d'amiante, transport des personnels de l'éducation, distance entre le domicile et le lieu de travail, etc. Les participant-e-s ont conclu qu'il était important d'encourager un mouvement en faveur de la durabilité environnementale au sein des syndicats en fournissant des informations concrètes et terre à terre concernant l'impact du changement climatique sur leur travail et leur vie quotidienne et en les formant pour aborder cette question dans le cadre de l'enseignement.



3. Renforcer les capacités: fournir aux membres des syndicats de l'enseignement des informations pertinentes et des arguments efficaces concernant la durabilité environnementale



Aoife Mullen
INTO, Irlande

Aoife Mullen (INTO, Irlande) a présenté le travail de son syndicat pour renforcer les capacités des affilié-e-s en ce qui concerne la durabilité environnementale et les préparer à s'impliquer dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la stratégie visant à promouvoir l'éducation à l'environnement durable en Irlande. Elle a insisté sur le rôle des syndicats, dont la mission consiste à soutenir leurs membres et à leur expliquer comment agir dans ce sens dans leur vie professionnelle et personnelle, à servir de modèles de référence et à créer un mouvement positif dans le secteur de l'éducation.

Elle a expliqué aux participant-e-s que le programme d'études de l'enseignement primaire en Irlande comportait désormais une stratégie pour faire en sorte que les élèves développent une vision large et équilibrée de l'environnement et accueillent positivement les moyens par lesquels la science et la technologie peuvent aider les populations à utiliser les ressources de la planète au profit de l'humanité, à la fois sur le plan social, culturel et économique. L'INTO s'est montrée très active dans le domaine de la durabilité environnementale, en proposant à ses membres des programmes de développement professionnel (ex. école de citoyenneté mondiale), en les informant via divers canaux de communication (ex. magazine mensuel Intouch), en communiquant avec eux-elles à ce sujet (ex. groupes de discussion aux conférences nationales sur l'éducation et comité national des personnels de l'éducation) et en recueillant des informations sur leurs besoins en organisant des enquêtes.

En outre, l'INTO fait pression sur le ministère de l'Éducation pour garantir que les infrastructures et les transports scolaires soient respectueux de l'environnement et propose aux personnels de l'éducation des modules de développement professionnel continu dans le cadre d'un nouveau programme d'études. Au niveau des écoles, l'INTO a soutenu l'initiative Self Help Africa avec le projet [Un million d'arbres](#). Toutes les écoles du pays, tant au Nord qu'au Sud, ont été invitées à participer à la lutte contre le changement climatique en plantant un million d'arbres.

Au cours de la discussion sur le renforcement des capacités des membres des syndicats de l'enseignement, les participant-e-s ont retenu plusieurs actions pour rencontrer cet objectif. Les principaux points mis en avant sont les suivants :

- Les campagnes syndicales pour éviter les longs trajets quotidiens des personnels de l'éducation et des élèves entre le domicile et l'établissement scolaire, ainsi que l'importance des énergies renouvelables dans les établissements scolaires et les mesures que peuvent prendre ces derniers pour progresser vers un mode de fonctionnement plus durable. En particulier, la pertinence des énergies solaire et éolienne a été mise en avant comme sources alternatives.
- Renforcer les capacités et les connaissances des personnels de l'éducation et des responsables d'établissement scolaire dans le domaine de la durabilité environnementale, via des formations efficaces, des incitants et un soutien professionnel. Parmi les exemples donnés pour sensibiliser le secteur de l'éducation, les participant-e-s ont notamment cité la promotion du rôle des coordinateur-ric-e-s environnementaux-ales dans les écoles.
- L'importance de développer une stratégie syndicale pour aborder efficacement cette thématique et de promouvoir le développement professionnel et les actions au niveau des établissements scolaires, ainsi que les partenariats avec d'autres parties prenantes.



Conclusions



Susan Flocken

Directrice européenne, CSEE

En conclusion de ce séminaire, la directrice européenne Susan Flocken a remercié l'ensemble des intervenant-e-s et des participant-e-s pour leur participation active, en soulignant que le débat avait démontré la difficulté d'aborder les questions environnementales dans le cadre de l'éducation, ainsi que le besoin d'un changement radical de nos sociétés, notamment au travers d'une transformation individuelle et collective. Elle a confirmé que l'identification des défis et des besoins des enseignant-e-s et des personnels de l'éducation à travers l'Europe et le renforcement de leurs compétences et celles de leurs syndicats en abordant cette thématique constituaient le premier pas vers des résultats concrets pour un environnement plus durable dans le domaine de l'éducation. Elle a rappelé que les syndicats de l'enseignement étaient les principaux acteurs du changement social, en veillant à ce que les jeunes et les professionnel-le-s de l'enseignement aient les mêmes chances dans la vie, ainsi qu'un accès égalitaire à une éducation de qualité tout au long de leur carrière, sans laisser personne sur le côté.

Liste des acronymes et abréviations

ACOD Onderwijs	Algemene Centrale der Openbare Diensten (Education)
CSEE	Comité syndical européen de l'éducation
SNUipp	Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles
FENPROF	Federação Nacional dos Professores
DLF	Danske Lærerorganisationer International
INTO	Irish National Teachers' Organisation